

**La Conférence de la TICAD sur le Commerce et l'Investissement Asie-Afrique  
Résumé du Président**

**Introduction**

- La Conférence de la TICAD sur le Commerce et l'Investissement Asie –Afrique, une suite importante dans le sillage de la TICAD III, s'est tenue les 1<sup>er</sup> et 2 novembre 2004. Cette conférence signifie que, dix ans après sa création en 1993 au titre de forum politique, le processus de la TICAD a été institutionnalisé.
- Cette conférence a mis en exergue le concept de « Réduction de la pauvreté par la croissance économique », l'un des trois piliers de la politique japonaise de coopération vis-à-vis de l'Afrique, ainsi que la « Coopération Asie-Afrique », pivot du processus de la TICAD.
- La conférence a réuni plus de sept cents participants issus de cent-deux pays et organisations, dont quarante-huit pays d'Afrique et treize pays d'Asie, de même que plus de quatre-vingt-dix entreprises et organisations du secteur privé. Monsieur Olusegun Obasanjo, le Président du Nigéria, ainsi que Monsieur Mwai Kibaki, le Président du Kenya, l'ont honorée de leur présence. Le Japon, le pays hôte, a pour sa part été représenté par Monsieur Junichiro Koizumi, Premier ministre du Japon, qui a prononcé l'allocution d'ouverture de la conférence.
- Le Président a reconnu que, au cours des discussions qui se sont déroulées sur deux jours, les participants ont généralement admis l'importance des points figurant ci-dessous.

**Vue d'ensemble**

(Réduction de la pauvreté par la croissance économique)

- Accroître l'échelle de l'APD ne constitue pas la panacée pour que l'Afrique réalise un développement autonome et durable. L'Afrique a besoin de développer le secteur privé et d'induire la croissance économique à travers l'expansion du commerce et de l'investissement.
- Parallèlement, il est indispensable de mettre en oeuvre une politique industrielle appropriée qui englobe la redistribution des profits afin d'assurer que l'expansion du commerce et de l'investissement débouche véritablement sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
- La « réduction de la pauvreté par la croissance économique » est l'un des principes de base du processus de la TICAD qui est largement partagé par les participants à la conférence.

(Commerce et investissement entre l'Asie et l'Afrique)

- La coopération Asie-Afrique en matière d'échanges économiques, y compris le commerce et l'investissement, continuera à être mutuellement

bénéfique. Cette idée devrait être reconnue sans équivoque par les deux régions de manière à ce que les incitations à une coopération ultérieure se multiplient.

- Comparé à d'autres régions, les tendances du commerce et de l'investissement entre l'Asie et l'Afrique indiquent une croissance remarquable. Il est désormais important d'élargir davantage les échanges commerciaux en partageant des informations et en identifiant les modèles de réussite et les secteurs prometteurs. Dans ce contexte, un certain nombre de participants ont proposé de créer des institutions et un dispositif financier destinés à promouvoir le commerce et l'investissement entre les deux régions.
- Promouvoir le commerce et l'investissement entre l'Asie et l'Afrique est bénéfique pour l'Afrique, sachant que cette dernière pourra s'inspirer de l'expérience asiatique, l'exemple le plus réussi de croissance économique réalisée sur le commerce et l'investissement. Si toutes les expériences des pays asiatiques ne sauraient être applicables à l'Afrique où le contexte opérationnel est différent, l'Afrique peut néanmoins apprendre de l'appropriation par l'Asie proprement dit.
- Dans la perspective du Sommet Asie-Afrique qui commémorera le cinquantenaire de la Conférence de Bandung, le processus de la TICAD impulsera le « Nouveau Partenariat Stratégique » entre l'Asie et l'Afrique, lequel est fondé sur les échanges et la coopération dans toute une série de domaines d'ordre politique, économique et culturel.

(Défis à relever)

- Les coûts élevés et l'imprévisibilité qui en découle constituent l'un des obstacles majeurs aux affaires en Afrique.
- Nombre des problèmes associés à cette imprévisibilité résultent souvent des conditions de gouvernance, par exemple la réaction ou l'orientation donnée tendent à varier considérablement selon le fonctionnaire en charge au sein des diverses instances gouvernementales d'un pays donné. Même si les ressources consacrées au développement sont limitées, ce type de problème peut être rapidement surmonté s'il existe une détermination politique ferme.
- Par ailleurs, les coûts élevés associés aux affaires en Afrique, qui sont dus aux infrastructures et ressources humaines inadaptées, et à la complexité du système juridique, entravent les opérations. Il importe donc que l'Afrique s'efforce de résoudre ces problèmes dans un esprit d'appropriation et que ses partenaires au développement répondent présents en soutenant ces efforts.
- S'agissant de promouvoir les opérations commerciales, chaque industrie est confrontée à ses propres problèmes. La promotion du commerce requiert donc non seulement une politique appropriée sur le plan macroéconomique mais aussi des mesures au niveau local, qui reflètent les vues des entreprises privées opérant sur le terrain. Notamment en

Afrique, où la plupart des entreprises du privé sont de petite ou moyenne taille, la plupart des États ne peuvent de manière adéquate refléter les opinions de ces firmes dans leurs politiques.

(Rôles du gouvernement)

- Le commerce et l'investissement sont par nature des activités à caractère privé. Le rôle du gouvernement devrait consister à faciliter ces activités. Il peut, par exemple, aménager un environnement d'affaires favorable au secteur privé en lui permettant de mener avec efficacité des activités économiques.
- Pour que l'Afrique puisse *donner forme* à son propre avantage comparatif de manière stratégique, il est préconisé de formuler des politiques appropriées qui soient mises en oeuvre de manière à concentrer les ressources sur un secteur identifié. Il est également nécessaire d'induire des activités économiques au sein du secteur privé, de manière à contribuer à la mise en oeuvre effective de ces politiques en aménageant des incitations. Les expériences de l'Asie s'avèrent tout particulièrement précieuses dans ce cas. Ainsi, le soutien à une industrie spécifique de manière stratégique à partir de l'analyse objective de la situation économique du pays; et la coopération entre les secteurs public et privé dans la promotion de cette industrie stratégique.
- Il est précieux pour l'Afrique de tirer parti des expériences asiatiques quant à la manière d'exploiter efficacement des ressources limitées conformément à une ligne directrice formulée dans l'optique du long terme. Durant la Conférence, un certain nombre de participants ont présenté des modèles asiatiques d'essai envisageables pour une croissance équitable, tels que le développement de l'économie rurale et le développement de petites et moyennes entreprises. Des pays d'Asie ont rappelé aux autres participants l'efficacité d'une politique de promotion régionale fondée sur un produit spécifique pour un village et qu'ils se tenaient prêts à transférer le savoir-faire nécessaire à l'Afrique.
- Afin de gagner en crédibilité aux yeux du secteur privé, il est indispensable que l'Afrique s'engage dans le sens d'une réforme irréversible et progresse régulièrement dans cette direction.
- Obtenir les résultats escomptés d'une politique appropriée tient à la bonne gouvernance et au renforcement des capacités. Les efforts des pays asiatiques, dotés de rares ressources, qui mettent notamment l'accent sur le développement des ressources humaines sont tout particulièrement instructives.
- Parvenir à attirer des entreprises privées ne peut être réalisé qu'en concurrençant d'autres marchés nationaux ou régionaux. Pour être compétitif, l'Afrique doit donc adopter des mesures de réduction des coûts et offrir des incitations économiques. Valoriser les réseaux des secteurs public et privé entre l'Asie et l'Afrique a été l'une des propositions mises en avant.

### Chemin à suivre

(Résultats de la conférence : mesures prises dans le cadre du processus de la TICAD)

- Pendant la conférence, chacun des participants a présenté diverses idées destinées à promouvoir le commerce et l'investissement entre l'Asie et l'Afrique. Compte tenu des débats auxquels la Conférence a donné lieu, le Japon, en qualité de pays hôte, a présenté quatre concepts clés : « formulation d'une politique appropriée », « développement de produits », « renforcement de l'autonomie des petites et moyennes entreprises locales », et « promotion d'une contribution sociale par les entreprises privées », au titre de mesures de promotion du commerce et de l'investissement en Afrique.
- Il a été annoncé que le processus de la TICAD avait d'ores et déjà amorcé la création d'un réseau extensif visant à promouvoir le monde des affaires, en y intégrant les fonctions de facilitation assurées par les mécanismes existants tels que le Forum des Affaires Asie-Afrique (AABF). Monsieur Alpha Umar Konaré, Président de la Commission de l'Union africaine, a participé à la conférence par le biais du système de téléconférence appelé « GDLN », qui fait partie du futur réseau.
- Le NEPAD et le processus de la TICAD ont émis un document d'orientation politique qui stipule les lignes directrices d'une coopération mutuelle allant dans le sens de la promotion des affaires en Afrique. Les deux parties ont confirmé leur engagement à effectuer des efforts pour promouvoir le commerce et l'investissement entre l'Asie et l'Afrique.